

20

13

RAPPORT
ANNUEL



BROT FÜR ALLE
PAIN POUR LE PROCHAIN
PANE PER TUTTI

IMPRESSUM

Editeur : *Pain pour le prochain*
Rédaction : Pascale Schnyder
Traduction : Nadja Benes
Lectorat : Anne-Lise Jaccaud Napi
Graphisme : grafik.trieb, Bienne
Impression : Cavelti AG Druck und Media,
Gossau
Tirage : 3 400 fr / 10 300 all
Photos :
Pain pour le prochain (pp. 7, 10, 11, 12, 14)
Action de Carême (pp. 8, 15)
EPER (p. 19)
Label STEP (p. 16)
Marion Nitsch (couverture, pp. 2, 3, 9, 17,
21, 23, 24)
Spinas Civil Voices (pp. 4, 6, 13)

Les photos de groupe et de couverture ont été prises à la ferme « Glungge-Hof » à Rüedisbach (BE). Nous tenons à remercier la famille Reinhard pour son hospitalité. Depuis cinq générations, celle-ci exploite ses terres en utilisant les techniques de l'agriculture biologique. C'est à « Glungge-Hof » qu'a été tourné le film « Ueli der Pächter ».

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	2–3
<i>POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT</i>	
ARRÊTONS LA SPÉCULATION SUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES	4–5
<i>CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE</i>	
SANS TERRE, PAS DE PAIN	6–8
<i>PRIORITÉS DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT</i>	
DROIT À L'ALIMENTATION	10–12
ÉCONOMIE ÉTHIQUE	13–16
SOUTIEN DE PROJETS	18–19
LES RÉSEAUX EN SUISSE	20
LES RÉSEAUX DANS LE MONDE	22
LE CONSEIL DE FONDATION	24
RAPPORTS FINANCIERS	25–31
PORTRAIT DE PAIN POUR LE PROCHAIN	32

ÉDITORIAL

SEMER ET LAISSER POUSSER

2

Nous laissons derrière nous une année marquée par de nombreuses activités et par le travail intensif effectué pour l'élaboration de notre nouvelle stratégie. A cette occasion, je me suis souvent rappelé la parabole suivante : « Jésus dit : il en est du royaume de Dieu comme quand un homme jette de la semence en terre ; qu'il dorme ou qu'il veille, nuit et jour, la semence germe et croît sans qu'il sache comment. La terre produit d'elle-même d'abord l'herbe, puis l'épi, puis le grain tout formé dans l'épi ; et dès que le fruit est mûr, on y met la faucille car la moisson est là ».



A mes yeux, « *Pain pour le prochain* » illustre bien cette parabole de l'agriculteur qui sème : dans la mise en lumière des

interactions entre les modes de vie des pays du Nord et les populations du Sud ; dans le fait de dévoiler l'injustice de structures qui mettent un frein à tout développement autonome ; ou encore dans le soutien apporté à des projets qui donnent aux populations du Sud les moyens de se libérer de la pauvreté, du besoin et de la faim.

En 2013, c'est ce qu'a reflété la campagne œcuménique puisqu'elle a permis de montrer comment le fait de brader des terres menace la sécurité alimentaire de millions de personnes au Sud. C'est aussi le cas de nos travaux sur la spéculation avec les denrées alimentaires qui a démontré que les activités spéculatives des banques suisses contribuaient à ce que plus de 840 millions de personnes continuent de souffrir de la faim.

Vous aussi faites partie des semeurs. Peut-être avez-vous soutenu *Pain pour le prochain* par un don au cours de l'année passée ? Peut-être vous êtes-vous fait le relais des préoccupations de *Pain pour le prochain* dans une paroisse ? Peut-être avez-vous essayé de modifier votre mode de vie et vos habitudes de consommation de manière à ce que vos prochains et les générations à venir ne manquent de rien ?

Nous n'en avons pas pour autant fini avec la parabole du semeur car cette dernière montre également que tout ne dépend pas seulement de nous. Nous pouvons, certes, imprimer le mouvement et montrer la voie, en somme semer les graines, mais ensuite il nous faut trouver suffisamment de calme et de sérénité pour les observer germer et sortir de terre, jusqu'à ce que le moment de la récolte soit venu.

Jeanne Pestalozzi-Racine
Présidente, *Pain pour le prochain*

ÉDITORIAL

« LAISSEZ-VOUS TENTER ! »

Avec ce slogan, les groupes de jeûne en carême font leur publicité. « Se laisser tenter » pour faire quoi ?

Lors de la campagne œcuménique « Sans terre, pas de pain », plus de 600 personnes ont pratiqué le jeûne et vécu une expérience spirituelle qui conduit à la rencontre de soi-même, des personnes d'ici et d'ailleurs. Oser prendre du recul et s'extraire des nombreuses tentations auxquelles la civilisation de la globalisation économique nous soumet : davantage de personnes sont aujourd'hui conscientes de l'aliénation croissante qui les guette et qui les éloigne de leur humanité.

« Comment puis-je être chrétien ou chrétienne dans un monde, dans lequel des chrétiens possèdent des entreprises multinationales qui réduisent l'eau, l'air et la terre à une simple marchandise ? Des entreprises qui vendent des semences génétiquement modifiées afin d'assoier leur pouvoir sur des personnes qui souffrent de la faim ? » C'est ainsi que des jeunes ont exprimé leur souci face à l'avenir à Busan en Corée à l'occasion de la 10^e assemblée générale du Conseil œcuménique des Eglises.

Tenter de changer et de sortir des sentiers battus n'est aisé pour personne. *Pain pour le prochain* a mené, en 2013, un important processus de « stratégie du changement ». Face à la crise climatique ou à la spéculation alimentaire au détriment des plus pauvres, une réorientation est nécessaire. Le changement de structures politiques et économiques a besoin d'une « grande transition », spirituelle avant tout. Tel Moïse qui enlève ses chaussures lorsqu'il frôle le sol empreint du divin, il s'agira de redécouvrir la « sacralité » de la vie, le respect de la biodiversité. La terre n'est pas à vendre.



3

La nouvelle stratégie de *Pain pour le prochain* s'inscrit dans une dynamique qui vise la transition vers un style de vie « durable ». Forts et fortes de cette conviction, nous concentrerons nos activités en politique de développement sur deux thèmes : « le droit à l'alimentation » et « l'économie éthique ». Avec nos organisations partenaires, nous continuerons à renforcer la résilience des communautés dans les pays du Sud afin qu'elles parviennent à changer ce qui doit l'être.

L'esprit de Busan est celui d'un « Pèlerinage pour la justice et la paix ». Qu'il souffle sur nous pour les années à venir !

Martina Schmidt
Secrétaire romande, *Pain pour le prochain*

ARRÊTONS LA SPÉCULATION SUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES

4

Dès l'enfance, on nous apprend qu'il ne faut pas jouer avec la nourriture. Or, c'est un principe qui ne semble pas ou plus s'appliquer au monde de la finance. En effet, depuis quelques années déjà, fonds de pension et assurances misent à hauteur de plusieurs milliards sur l'évolution du cours des denrées alimentaires

de base, provoquant ainsi des fluctuations majeures des prix de ces aliments. Les cours du maïs, du riz et du blé ont désormais atteint des niveaux record par rapport aux trente dernières années, mettant en jeu la survie des populations du Sud, dont 90% des revenus étaient déjà consacrés à l'alimentation.

« Arrêtons la spéculation sur les denrées alimentaires ! » est donc l'appel lancé conjointement par *Pain pour le prochain* et Action de Carême à l'automne dans le cadre de leur première campagne commune en matière de politique de développement, renforçant ainsi leur collaboration en-dehors de la campagne œcuménique. Nos deux organisations ont produit un clip vidéo (voir encadré), une action en ligne, un dossier thématique de la collection Repères et une brochure dans le but d'informer l'opinion publique de l'impact des activités spéculatives sur la fluctuation du cours des denrées alimentaires de base.



Clip vidéo illustrant la campagne contre la spéculation sur les denrées alimentaires : www.youtube.com/brotfueralle

LES BANQUES SUISSES SOUS PRESSION

Il ressort d'une étude effectuée par *Pain pour le prochain*, Action de Carême et Alliance Sud analysant pour la première fois le rôle que jouent les banques suisses dans ces activités spéculatives que dix de ces institutions bancaires se sont livrées à hauteur de CHF 3,6 milliards à de telles opérations, le Crédit Suisse s'étant particulièrement illustré, avec la somme de CHF 2,6 milliards à lui seul. C'est pourquoi, dans une campagne en ligne, *Pain pour le prochain* et Action de Carême en ont appelé à Brady Dougan, le Directeur du Crédit Suisse, pour que son entreprise cesse toute activité dans le secteur des denrées alimentaires.

Les autres banques ont par ailleurs reçu une lettre de la part de *Pain pour le prochain* et Action de Carême les enjoignant à abandonner toute spéculation de ce type. Presque toutes les banques ont réagi à cet envoi et des discussions ont pu avoir lieu avec des représentants des institutions bancaires en question. Toutefois, avançant divers arguments, elles se sont toutes prononcées contre un retrait de ce secteur d'activités, mais nous n'en resterons pas là.

SENSIBILISATION À GRANDE ÉCHELLE

L'objectif principal de cette campagne était de sensibiliser l'opinion publique. A cet égard, le clip vidéo créé à cette occasion (voir encadré) a été vu près de 8 000 fois et a suscité de nombreux commentaires. Plus de 3 300 personnes ont en outre participé à l'action en ligne. Les deux diffusions de l'émission Rundschau consacrée à ce thème ainsi que la publication d'articles dans divers médias de renom ont également permis de s'adresser à un large public. De plus, divers portails en ligne ont ser-

UN CLIPVIDÉO RÉCOMPENSÉ

Le spectateur regarde par-dessus l'épaule de quelqu'un qui suit l'évolution des cours de la bourse sur son écran d'ordinateur. Une pression sur la touche « Enter » de son clavier suffit à déclencher une série d'explosions de fruits, de légumes et céréales dans un panier, mise en exergue de manière dramatique par le « Requiem » de Mozart. Puis, en guise de point d'orgue, une femme africaine apparaît à l'écran tenant un panier dans ses bras. Dès lors, le spectateur retient son souffle. « Les pauvres voient leur existence menacée par l'explosion des prix des denrées alimentaires » est le message qui s'inscrit alors sur l'écran. Cette impressionnante vidéo est allée droit au cœur du public l'ayant visionnée, comme l'illustre le nombre de commentaires et de vues (www.youtube.com/brotfueralle). Les professionnels de la branche se sont, eux aussi, sentis touchés par cette vidéo puisqu'elle a été retenue dans le cadre du Prix EDI, le prix suisse récompensant les films publicitaires, industriels et d'entreprise, et qu'elle s'est également vu décerner le bronze par l'Art Directors Club Suisse.

vi de forums à de vives discussions au sujet de la spéculation sur les denrées alimentaires. Cerise sur le gâteau pour *Pain pour le prochain* : cette campagne a attiré de nombreuses personnes intéressées par cette question sur les nouveaux moyens de communication que constituent Twitter et Facebook, et ce en un très court laps de temps. Ces personnes seront bien entendu tenues au courant de l'évolution de la situation mais aussi de nos autres activités.

SANSTERRE, PAS DE PAIN

6

Rafraîchissante, claire et stimulante : voici les principaux attributs de la campagne œcuménique 2013 lancée par *Pain pour le prochain* ensemble avec Action de Carême et Etre partenaires. Cette année, la campagne a fait peau neuve autour d'une loupe, du slogan « Voir et agir » et de la question de la sécurité alimentaire. Ces éléments constitueront le fil conducteur de la campagne œcuménique pour les prochaines années, l'idée étant d'amener la population suisse à une prise de conscience pour qu'elle appréhende mieux la situation dans son ensemble. Nous souhaitons en outre montrer ce que chacun-e peut faire sur le plan individuel pour remédier aux problèmes évoqués.

LE SUD AU MICROSCOPE

Cette année, c'est le phénomène de l'accaparement des terres, autrement connu sous le terme anglais de « land grabbing », qui a été disséqué à la loupe. En effet, l'accès à la terre est vital pour assurer la sécurité alimentaire dans le monde, ce que traduisait le slogan de la campagne, « Sans terre, pas de pain ». Ces dernières années, les investisseurs

ont progressivement commencé à considérer que la terre est un objet d'investissement comme un autre, les entreprises multinationales, les gouvernements étrangers et les spéculateurs s'arrachant dorénavant des terrains gigantesques dans les pays en voie de développement. Ainsi, depuis l'année 2000, ce sont 200 000 hectares de terrain, soit une surface 50 fois plus grande que la Suisse, qui sont passés dans des mains étrangères et que les populations locales n'ont plus à leur disposition pour leurs activités agricoles vivrières.



AGIR AU NORD

Le nouveau format de notre calendrier poussait tout particulièrement à l'action puisque sur 40 jours, il décrivait les interactions à l'œuvre, racontait des histoires tant du Sud que du Nord, incitait à réfléchir et donnait un élan au renoncement personnel et à l'action solidaire. De nombreux terrains ayant

été accaparés servent désormais à la fabrication d'agrocarburants pour nos véhicules ou de nourriture animale nécessaire aux filières de production de viande. Une consommation plus responsable de viande en moindre quantité, des achats respectant la saisonnalité de produits locaux issus de l'agriculture biologique ne sont que quelques exemples des pistes suggérées.

DES INVITÉS SAISSANTS

Invité de la campagne en Suisse alémanique, Abbas Kamara du Sierra Leone a apporté un témoignage poignant sur les conséquences directes de l'accaparement de terres (voir entretien dans l'encadré). Lors de ses visites dans les paroisses, au cours de cultes et dans les écoles, le coordinateur du « Sierra Leone Network on the Right to Food » (SiLNoRF) a montré les difficultés auxquelles sont confrontées les populations locales suite à la mise en œuvre de projets d'une telle ampleur. Dans le public, beaucoup ont été émus, mais nombreux ont été celles et ceux qui ont aussi senti de l'enthousiasme à l'écoute de sa présentation captivante. En Suisse romande, Parany Rasamimanana a rendu compte du travail effectué à Madagascar pour défendre les terres des petits paysans. Tout au long des rencontres, il a été favorablement impressionné par l'œcuménisme vécu dans les paroisses.

UN LARGE SOUTIEN

Partout en Suisse, des paroisses, des écoles, mais également des particuliers se sont mobilisés et ont rassemblé des fonds pour les projets menés par *Pain pour le prochain*, Action de Carême et Être partenaires en organisant des soupes œcuméniques, des actions de solidarité et des ventes. Des activités de sensibilisation à la question de l'accapa-

« L'ATTENTION DU PUBLIC NOUS DONNE DES AILES »



Quel est votre avis sur la situation actuelle au Sierra Leone ?

Abbas Kamara : « Plus d'un cinquième des terres arables du pays sont désormais touchées par le phénomène de l'accaparement des terres. Pourtant, une majorité de la population habite toujours dans les campagnes et vit de l'agriculture. Une telle situation engendre forcément des conflits. En l'espace de quelques années à peine, on constate que la perte de ces parcelles entraîne déjà insécurité alimentaire et malnutrition dans son sillage. Les maigres montants que paient les entreprises pour le fermage de ces terres ne suffisent plus à vivre. De plus, beaucoup de personnes se retrouvent dorénavant au chômage. On observe que la pauvreté a sensiblement augmenté, tout comme les tensions sociales ».

Comment avez-vous vécu votre séjour ?

« Mon séjour en Suisse m'a redonné espoir et a été une source d'inspiration pour mon travail. J'ai remarqué que *Pain pour le prochain* est proche de sa base et que les gens tiennent l'organisation en haute estime en raison de son engagement politique. Au Sierra Leone, cette attention du public nous donne des ailes ».

JEÛNER POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

Les groupes qui jeûnent une semaine durant la campagne de *Pain pour le prochain* et d'Action de Carême se multiplient. La Suisse romande compte actuellement 61 groupes qui vivent collectivement cette expérience spirituelle et physique. L'idée de jeûner en groupe a également gagné la Suisse alémanique pour la première fois cette année. Les jeûneurs renoncent à toute alimentation le temps d'une semaine, tant à titre de prise de conscience personnelle qu'en signe de solidarité avec ceux qui ne vivent pas dans l'opulence. A propos du jeûne, le philosophe allemand Martin Heidegger disait déjà que « le renoncement ne prend pas mais il donne. Il donne la force inépuisable du simple ». L'argent que les jeûneurs économisent en renonçant à leurs repas est reversé en faveur de projets de *Pain pour le prochain* et d'Action de Carême. Plus d'informations sont disponibles sur www.voir-et-agir.ch/fr/activites/jeune/index.html.

8

rement des terres ont également eu lieu dans la rue ou lors de manifestations. Ainsi, les responsables du projet « Ouverture hors-les-murs » et du Service Terre Nouvelle de l'Eglise protestante de Genève ont effectué, pendant une semaine, une action de sensibilisation à cette problématique avec leur stand dans le centre commercial de Balexert.



Des jeunes filles vendant des roses à Lucerne

A cet effet, ils avaient élaboré un questionnaire tout en appelant aux dons. Dans la paroisse de Wohlen, des élèves de cinquième classe ont organisé un culte traitant de ce sujet, tandis qu'à Bâle, c'est la deuxième fois déjà que Tanja Grandits, la fameuse cheffe étoilée, s'est mise aux fourneaux afin d'offrir un menu gastronomique à ses

convives à l'église Sainte-Elisabeth, un dîner dont la recette est allée aux projets des œuvres.

Les boulangeries, mais aussi les vendeurs et vendeuses de roses ne sont pas en reste puisque 623 boulangeries ont participé à la vente de 130 000 « pains du partage ». Pour chaque pain vendu, 50 centimes sont allés aux projets des œuvres. Il a ainsi été possible de récolter CHF 68 924. En ce qui concerne la vente de roses, des bénévoles issus de paroisses et d'écoles ont vendu plus de 160 000 roses que la Migros avait fournies à titre gracieux, permettant de récolter près de CHF 800 000 en faveur des populations du Sud.

Nous saisissons cette occasion pour remercier très sincèrement toutes celles et ceux qui se sont mobilisé-e-s d'une manière ou d'une autre dans le cadre de la campagne œcuménique.



De gauche à droite :

En haut : Nicolas Mattmüller (civiliste), Michael Rüedi (conseiller des paroisses),

Regula Reidhaar (recherche de fonds, institutions et fondations), Tobias Lehmann (civiliste),

Pascal Schnyder (publications, campagne politique de développement), Urs Walter (médias, magazine Contigo),

Lara Robbiani Tognina (campagne œcuménique au Tessin)

En bas : Daniel Tillmanns (marketing, campagne œcuménique), Siegfried Arends (formation, théologie, campagne œcuménique),

Karin Fritz (production, campagne œcuménique), Anne-Lise Jaccaud Napi (recherche de fonds)

Absent-e-s : Isolda Agazzi (Une seule terre), Christian Bosshard (campagnes, nouveaux médias),

Sylvia Garatti (recherche de fonds, marketing direct)

DROIT À L'ALIMENTATION

ASSURER L'ALIMENTATION DE TOUS ET TOUTES

10

fait que s'accroître, et les répercussions du changement climatique ont détérioré encore davantage les conditions de vie de beaucoup de personnes en Afrique, en Asie et en Amérique latine. *Pain pour le prochain* et ses partenaires sur le terrain tentent ensemble de remédier à ces problèmes. Les expériences faites sur place constituent la base du travail en matière de politique de développement entreprise en Suisse.

ATELIER SUR L'ACCAPAREMENT DES TERRES

En collaboration avec Cominsud et Grain, ses organisations partenaires, *Pain pour le prochain* a participé en



Yvan Maillard de PPP en discussion avec une personne affectée par le projet de bioéthanol d'Addax au Sierra Leone

Pain pour le prochain a fait du droit à l'alimentation sa priorité numéro un pour les années à venir et ce, à juste titre, puisque plus de 840 millions d'êtres humains souffrent de la faim dans le monde. Ces derniers temps, l'accaparement de terres, un phénomène qui ne

début d'année à la tenue d'un atelier consacré à la problématique de l'accaparement des terres. Quarante-cinq participants issus de dix pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale y ont échangé leurs expériences de la lutte contre ce type de vol qui ne cesse de

se multiplier. « On a beaucoup à apprendre les uns des autres », constate Simon Bodea, Secrétaire général de Synergie paysanne, l'organisation partenaire de *Pain pour le prochain* au Bénin. La lutte contre la corruption et la mise en œuvre du droit à la terre ont été deux des principales questions abordées. « Le droit coutumier doit être reconnu », selon Chantal Jacovetti, membre de Via Campesina, l'organisation paysanne internationale, et agricultrice au Mali. « C'est la seule manière d'empêcher que les gouvernements ne cèdent des terres à des investisseurs au nez et à la barbe de leur population ».

NÉCESSITÉ DE RENÉGOCIER LES CONTRATS DE BAIL

Pain pour le prochain a également continué à suivre de près les activités d'Addax Bioenergy, l'entreprise genevoise d'agrocarburants, dont le projet de production de bioéthanol à grande échelle au Sierra Leone est sur le point d'être lancé. Dans un nouveau rapport sur la situation des villages concernés par les actions d'Addax, notre organisation a certes salué les améliorations concédées par l'entreprise, mais il reste toutefois de sérieux problèmes à résoudre, comme celui du déplacement des habitants, de la pollution des rivières par le recours aux pesticides, mais aussi celui de l'exclusivité des droits d'exploitation de l'eau et des forêts qu'Addax s'est arrogée.

Le soutien que *Pain pour le prochain* a apporté à SiLNoRF a permis à ce réseau pour le droit à l'alimentation au Sierra Leone de faire appel aux services d'un avocat qui aide les familles propriétaires de terres à exiger que les contrats de bail injustes soient renégo-ciés.

UN TRAVAIL SUR LE CLIMAT QUI PORTE SES FRUITS

Pain pour le prochain a consolidé et intensifié ses activités sur les questions climatiques. En 2013, des formations consacrées au climat ont été organisées au Guatemala, au Brésil, au Cameroun et aux Philippines, réunissant un total de 101 participants. « Les outils développés par *Pain pour le prochain* en rapport avec les questions climatiques sont très utiles. Ils nous aident à définir des stratégies nous permettant de nous adapter au changement climatique » a déclaré un participant philippin. Les nouvelles connaissances ainsi acquises sont par la suite transmises par les participant-e-s aux personnes directement concernées.



Des paysan-ne-s participent à un atelier climat au Guatemala

L'année 2013 s'est déroulée sous le signe de l'approfondissement puisque c'était la première fois qu'avait lieu une formation dite de suivi. Dispensée à l'intention d'organismes et de particuliers, celle-ci a donné la possibilité aux participant-e-s d'échanger leurs expériences, les informations issues d'analyses climatologiques ainsi que les mesures prises suite à la première formation.

A cette occasion, Marion Künzler, experte des questions climatiques à *Pain pour le prochain*, a été témoin d'un exemple impressionnant de l'impact

qu'a le travail relatif au climat effectué par notre organisation. En effet, en novembre 2013, elle s'est rendue sur l'île sinistrée par le typhon Haiyan immédiatement après son passage pour y dispenser une formation sur le climat. L'une des participantes à l'atelier venait d'une des régions les plus directement affectées où une formation sur le même sujet avait déjà eu lieu. Elle a raconté que « grâce à la formation, nous étions préparés et il n'y a pas eu de mort » car sa région avait effectivement défini un protocole d'évacuation et mis de côté une réserve de riz. Cet exemple est encourageant car il montre bien que ce type de travail de prévention peut sauver des vies.

ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS PARTENAIRES

En 2013, d'autres formations climatologiques ont donné lieu à des activités de suivi dans le cadre de divers projets financés par le Fonds spécial climat de *Pain pour le prochain* et d'Action de Carême. C'est notamment le cas en Indonésie où l'organisation locale Yayasan Holiana'a a complété son Centre de formation agricole par un dispositif sur les changements climatiques et sur la prévention des catastrophes naturelles. L'aide apportée par *Pain pour le prochain* a permis au Centre de mettre au point un cursus portant sur les effets du changement climatique, sur l'agriculture biologique et sur les techniques de préservation des terres.

Au Togo, une analyse climatologique a démontré que la cuisson de la vaisselle et des sculptures en terre cuite par les potières locales entraînait une déforestation excessive. Afin d'y remédier, Synergie Paysanne, l'organisation partenaire de *Pain pour le prochain*, organise le reboisement des parcelles

DAVID DÍAZ : RESPONSABLE DE FORMATIONS CLIMATOLOGIQUES POUR PAIN POUR LE PROCHAIN EN AMÉRIQUE LATINE



Originaire de Colombie, David Díaz est responsable de formations climatologiques et conseiller pour la région de l'Amérique latine. Il y a vingt ans, cet ingénieur agronome de formation fondait l'organisation « Semillas de Agua » dans le but de promouvoir l'agriculture biologique. Depuis, il a déjà codirigé deux formations climatologiques comprenant des modules d'analyse de projets en Colombie (2012) et au Guatemala (2013). Il est également responsable de la coordination des activités résultant des formations. « Nous répétons toujours la même chose, à savoir qu'avec l'agriculture biologique, nous contribuons non seulement à la bonne santé des gens, mais aussi à celle du climat ».

avec les femmes en question et propose de nouvelles règles pour encadrer l'utilisation de glaise et la pratique archaïque de l'écobuage. De plus, les femmes apprennent à améliorer la qualité des sols en ayant recours au compost. D'ici deux à trois ans, le bois de chauffe qu'elles utilisent devrait provenir des essences replantées.

POUR UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'HUMAIN

De nos jours, un grand nombre des biens que nous consommons sont produits dans des conditions préjudiciables tant aux personnes qu'à la nature. La position de *Pain pour le prochain* est que l'économie devrait être au service de l'humain, et non le contraire. Avec ses partenaires du Sud, notre organisation relève les abus et sensibilise la population suisse à ce qui se cache réellement derrière les ordinateurs, les vêtements et les téléphones portables que nous achetons. Nous militons en faveur de conditions de travail décentes et exigeons l'adoption de lois garantissant que les entreprises suisses travaillent dans le respect des droits humains et de l'environnement.

QUEL SANG Y A-T-IL DANS NOS TÉLÉPHONES PORTABLES ?

En 2013, *Pain pour le prochain* et Action de Carême ont donné un second souffle à leur campagne « High Tech – No Rights ? » (HTNR) et intensifié leurs activités en lien avec le secteur des technologies de l'information puisque la demande en ordinateurs portables, en smartphones et en tablettes prend

inexorablement de l'ampleur. En 2013, 6,8 milliards de téléphones portables étaient enregistrés, ce qui veut dire que près de deux tiers de la population mondiale disposent de nos jours d'un téléphone portable, et la tendance va s'accroissant.



Ce que l'on sait pourtant peu c'est que les écrans lisses et immaculés dissimulent souvent des histoires de violence, d'abus et de violations des droits humains. « Quel sang y a-t-il dans nos ordinateurs et nos téléphones portables ? », c'est la question centrale posée lors d'une conférence conjointement organisée par *Pain pour le prochain* et par Action de Carême qui donnait l'occasion à des personnalités issues des milieux économiques, politiques et sociaux tant sur le plan national qu'international de décrire, devant une salle comble, les problèmes suscités par la chaîne de production des smartphones et des ordinateurs, tout en

SACOM : PARTENAIRE DE PAIN POUR LE PROCHAIN À HONG KONG



14

Fondée à Hong Kong en 2005, Students and Scholars Against Corporate Misbehavior (SACOM) est une organisation non gouvernementale rassemblant des étudiant-e-s, des élèves et des consommateurs et consommatrices averti-e-s qui ont uni leurs forces pour lutter contre les violations des droits humains et du droit du travail. SACOM se documente sur d'éventuels abus sur les sites de production du sud de la Chine, organise des actions de protestation et publie des rapports partout dans le monde. « Nous sommes persuadés que c'est en maintenant des liens très étroits avec les travailleurs et travailleuses et en leur rendant visite sur leur lieu de travail que nous sommes le plus efficaces », indique Liang Pui Kwan, la responsable du projet. SACOM intervient dans les secteurs des textiles et de l'électronique, le but étant d'y faire respecter les droits humains. Depuis 2007, cet organisme est partenaire de *Pain pour le prochain*. www.sacom.hk

esquissant des pistes pour des solutions possibles. Une grande partie des matières premières employées dans cette industrie provient encore de zones de conflit, telle que la République démocratique du Congo, où la guerre civile fait rage. « Le boycott n'est pas la solution car il se fait aussi au détriment de la population », selon Gabriel Kamundala Byemba, expert du secteur des matières premières au Congo. D'après lui, le plus important est de garantir la transparence de la chaîne d'approvisionnement et de mettre en place des relations de collaboration directes sur le long terme avec les fournisseurs de matières premières ou les sous-traitants. C'est d'ailleurs l'approche que préconisent les responsables de l'initiative néerlandaise « Fairphone », comme l'expliquait son fondateur Bas van Abel au cours de la conférence.

GLENCORE XTRATA TOUJOURS SOUS SURVEILLANCE

Parmi les entreprises impliquées dans ce commerce de matières premières figurent aussi des entreprises suisses. En juin 2013, *Pain pour le prochain* et Action de Carême publiaient un rapport sur les activités d'extraction minière de Glencore Xtrata aux Philippines. En effet, le groupe domicilié à Zoug prévoit de construire l'une des plus importantes mines à ciel ouvert au monde à Mindanao, l'une des régions les plus pauvres du pays. Or, l'impact d'un tel projet sur la population locale serait considérable, puisqu'en plus de menacer l'approvisionnement en eau de plus de 10 000 personnes, la mine chasserait près de 5 000 habitants des terres de leurs ancêtres.

Par ailleurs, ce projet a entraîné la militarisation de la région de Mindanao et a exacerbé les tensions sociales en raison du manque de transparence

du processus de consultation entamé auprès des communautés locales, en conséquence de quoi trois personnes ont été assassinées par des groupes armés locaux. Trois mois après la publication du rapport de *Pain pour le prochain* et d'Action de Carême, l'entreprise annonçait qu'elle suspendait son projet. Notre organisation a salué cette décision, tout

en déplorant le fait que les raisons invoquées par Glencore Xtrata pour expliquer cette décision aient été exclusivement de nature économique.

NÉCESSITÉ D'ADOPTER DES LOIS CONTRAIGNANTES

Cette affaire montre une nouvelle fois que des lois sont nécessaires pour garantir que les entreprises suisses respectent les droits humains dans leurs opérations. C'est d'ailleurs ce qu'exige la campagne « Droit sans frontières » à laquelle *Pain pour le prochain* participe activement. Grâce à ce travail de lobbying, le Parlement a adopté un postulat (12.3980) exigeant la réalisation d'un rapport de droit comparé sur l'obligation de diligence en matière de droits humains et d'environnement en lien avec les activités de groupes suisses à l'étranger. Les conclusions et les recommandations du rapport sont attendues en 2014 et seront discutées au Parlement.



Une villageoise passe devant des gardes surveillant la mine de SMI, la filiale de Glencore Xtrata, aux Philippines

DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉPLORABLES

Les biens que nous consommons sont aussi produits dans des conditions préoccupantes. C'est ce qui ressort d'un rapport sur les conditions de travail

DES COMMUNES REVERSENT LA MANNE FISCALE DE GLENCORE À DES ŒUVRES D'ENTRAIDE

En 2012, après l'introduction en bourse de Glencore, le géant suisse des matières premières, de nombreuses communes du canton de Zurich ont vu leurs recettes augmenter de manière significative au titre de la péréquation financière cantonale. Dans cinq communes du Säuliamt zurichois, de vives réserves d'ordre éthique ont été émises à cet égard. En 2013, ces municipalités ont donc décidé de reverser une part de ces fonds à des organisations de développement. *Pain pour le prochain* et Action de Carême sont au nombre des organismes bénéficiaires de cette dotation qui leur permettra de soutenir les villages affectés par les activités minières. Unique en son genre, la décision de ces communes zurichoises a éveillé un vif intérêt dans le monde entier, au point que le Wall Street Journal et le Guardian ont publié des articles à ce propos.

régnant chez Biel Crystal, un sous-traitant d'Apple en Chine. Rédigé par SACOM, notre partenaire sur place, ce rapport a bénéficié du soutien de *Pain pour le prochain*. La triste réalité du travail quotidien dans les ateliers du plus grand producteur d'écrans tactiles au monde, ce sont des semaines de travail de sept jours, une surveillance stricte, des sanctions diverses et variées et des travailleurs et travailleuses qui, de désespoir, se suicident en se jetant dans le vide depuis leur lieu de travail.



Grâce au label STEP, ces femmes iraniennes produisent des tapis haut de gamme dans des conditions décentes

La situation est similaire dans l'industrie de l'habillement. L'effondrement d'un immeuble d'ateliers textiles au Bangladesh ayant coûté la vie à 1 100 travailleurs et travailleuses et en ayant blessé plus de 2 400 autres a ouvert les yeux d'un grand nombre de personnes sur les coulisses de cette industrie et sur ce qui s'y dissimule.

NÉCESSITÉ DE GARANTIR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Pain pour le prochain fait partie intégrante d'un réseau mondial d'organisations militant pour de meilleures conditions de travail tant dans le secteur du textile que celui de l'électronique. C'est notamment le cas de la Fair Wear Foundation, une initiative

regroupant des entreprises, des ONG et des syndicats du secteur textile, qui vise à l'amélioration des conditions de travail dans cette industrie par la mise en place de mécanismes de contrôle et de plaintes indépendants et par la formation des travailleurs et travailleuses quant à leurs droits. En outre, depuis 2013, *Pain pour le prochain* est membre consultatif d'Electronics Watch, un organisme de contrôle indépendant qui mise sur des appels d'offre socialement responsables dans le secteur public en Europe pour faire respecter les droits du personnel de la branche électronique dans le monde.

En 2013, *Pain pour le prochain* a joué un rôle prépondérant dans la reprise en main du label STEP pour une production de tapis équitables par une association autonome, ce après que Max Havelaar, dont relevait le label jusqu'à lors, a annoncé vouloir s'en désengager suite à une réorganisation de ses activités. Depuis 1995, le label STEP vaut certification de tapis issus du commerce équitable. Dans les pays producteurs que sont le Népal, l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran, le Kirghizistan, le Maroc et la Turquie, ce label garantit que celles et ceux qui nouent les tapis jouissent de conditions de travail et de vie décentes. De plus, il lutte contre le travail des enfants et s'engage à promouvoir des processus de fabrication de tapis respectueux de l'environnement.



De gauche à droite:

En haut : Pascal Tarchini (civiliste), Evelyn Kamber (Fonds climat et questions climatiques internationales),
Chantal Peyer (droits humains et entreprises), Marion Künzler (ateliers climat), Daniela Renaud (projet « High Tech – No Rights »),
Bruno Stöckli (dialogue4change)

En bas : Ester Wolf (droit à l'alimentation), Yvan Maillard Ardenti (accaparement des terres et marchés financiers)

NOTRE ENGAGEMENT POUR DES CONDITIONS DE VIE DIGNES

18

Pain pour le prochain soutient les travaux et programmes de ses propres partenaires du Sud, tout comme de nombreux programmes menés à bien par ses partenaires suisses. En 2013, nous avons financé un total de 340 projets dans 50 pays, dont trois exemples sont exposés ci-après.

ÉQUATEUR : LES DROITS DES FAMILLES PAYSANNES

En dépit du fait que le droit à l'alimentation soit expressément ancré dans la Constitution, par ailleurs progresse, les communautés rurales et autochtones en Equateur se voient dans l'obligation de poursuivre la lutte pour conserver leurs terres et pour faire valoir leurs droits dans des actions qui sont souvent réprimées par l'État. Depuis cinq ans, *Pain pour le prochain* apporte son soutien à FIAN Ecuador, une organisation qui informe sans relâche les communautés locales de leurs droits, notamment leur droit à l'alimentation, par des actions de sensibilisation. Simultanément, FIAN Ecuador se charge de monter au front lorsque ces droits sont foulés au pied.

C'est le cas dans la région montagnaise au sud du pays où le gouvernement a accordé une concession minière pour l'extraction aurifère au groupe canadien IAMGOLD. Situé à des altitudes oscillant entre 2 900 et 3 500 mètres, ce territoire présente un écosystème particulièrement sensible et renferme une nappe phréatique vitale pour près de 2 000 familles. Les actions de protestation sont menées sur le plan local, national, voire international, puisqu'avec le soutien de *Pain pour le prochain*, FIAN Ecuador a soumis cette affaire au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève en 2012.

En 2013, des collaborateurs de FIAN Ecuador se sont rendus en Europe pour promouvoir leur cause. Ils ont ainsi mis en exergue le fait que le groupe IAMGOLD bénéficiait également d'investissements de fonds d'origine européenne, puisqu'à titre d'exemple, des fonds de pension suédois ont placé 5 millions d'euros dans l'entreprise.

RWANDA : INSTRUIRE LES ENFANTS DES RUES

Au Rwanda, 40% des mineurs de moins de 18 ans ne vivent plus avec leurs parents, soit parce que les familles ont été séparées, soit parce qu'un des parents est décédé. L'EPR (Eglise presbytérienne au Rwanda), partenaire sur le terrain de DM-échange et mission, a pris ce phénomène à bras le corps et dirige de nombreuses écoles primaires et secondaires qui, dans l'intervalle, ont obtenu la reconnaissance des autorités rwandaises en raison de la qualité de leur enseignement. A titre d'illustration, le CPAJ (Centre presbytérien d'amour des jeunes) accueille 300 enfants des rues qui y sont pris en charge par des collaborateurs de l'EPR.

Pour l'EPR, l'éducation s'entend comme une notion globale couvrant non seulement l'enseignement de base, mais aussi les questions de santé, d'alimentation, d'instruction civique et de sensibilisation aux questions environnementales.

développement est au point mort. Les familles de petits paysans et les travailleurs et travailleuses agricoles luttent pour leur survie en cultivant des champs exigus à la manière de leurs ancêtres il y a un siècle. En Inde plus qu'ailleurs, les différences sociales sont exacer-



Grâce à l'EPER et à l'appui financier de Pain pour le prochain, 9 500 familles paysannes de l'Andhra Pradesh disposent de terres

Du côté du corps enseignant, l'accent est mis sur la formation pédagogique ainsi que sur les initiatives visant à améliorer leurs conditions de travail et leur cadre de vie. C'est grâce aux enseignants-e-s que de nouvelles générations de Rwandais-e-s peuvent poursuivre la reconstruction de leur pays et continuer de militer pour la paix.

INDE : UN AVENIR POUR LES HORS CASTES ET LES AUTOCHTONES

Malgré son essor économique, l'Inde reste l'un des pays les plus pauvres au monde. Dans les zones rurales où vivent plus de deux tiers de la population, le

bées par le système des castes. L'EPER accompagne les travailleurs et travailleuses journalières, qui s'épuisent à la tâche sans même gagner de quoi vivre, dans leurs démarches pour cultiver leur propre lopin de terre. Afin que ces terres puissent être exploitées durablement, l'EPER met en avant les méthodes de l'agriculture biologique, le recours à des semences céréalières adaptées, les cultures diversifiées et les jardins potagers comme moyen de promouvoir une alimentation saine et équilibrée. Les femmes sont par ailleurs encouragées à monter de petites entreprises leur assurant un revenu minimum.

PAIN POUR LE PROCHAIN RENFORCE SES COLLABORATIONS

20

La rapidité des mutations sur le plan mondial constitue une gageure du point de vue de la politique de développement. Pour garantir la qualité des projets des œuvres d'entraide, il est primordial de bien définir son propre rôle, de postuler clairement ce que l'on entend par développement et de tirer les enseignements du passé. Face à ces enjeux, *Pain pour le prochain* a décidé de créer un nouveau département intitulé « Systèmes de coopération et partage des connaissances ». Outre le fait d'assurer la qualité des programmes et des projets de nos partenaires, il s'agira de promouvoir des collaborations plus étroites et des échanges réguliers entre les organisations de développement.

S'ATTAQUER ENSEMBLE À LA CORRUPTION

Dès 2012, *Pain pour le prochain* et dix de ses partenaires ont uni leurs forces pour former une communauté de coopération dans le but de créer des synergies et de s'entraider en mettant les compétences et le savoir-faire de chacun à la disposition de tous.

La lutte contre la corruption constitue l'une des thématiques phares de cette communauté. En effet, l'expérience a montré qu'il est nécessaire d'effectuer un travail périodique auprès du personnel pour le sensibiliser à cette problématique, raison pour laquelle de nouveaux ateliers ont vu le jour en Suisse et dans les pays du Sud. Quels systèmes d'alerte conviennent aux pays du Sud en cas de soupçon de corruption ? Comment peut-on réduire les risques de corruption ? Voici des questions sur lesquelles les organisations ont planché l'an passé. Diverses organisations de développement se sont soumises à une analyse dont l'objectif était de recenser les risques auxquels elles s'exposaient dans leurs opérations. Là encore, cet exercice d'analyse en commun a apporté une réelle valeur ajoutée car ce qui peut rester invisible au sein d'une organisation est plus facilement repérable par quelqu'un d'extérieur. Par ailleurs, la tenue de séances communes de formation continue permet de réduire les coûts, tout en garantissant une meilleure qualité.

Sur la question du droit à l'alimentation, la communauté de coopération a démarré l'année 2013 par un état des lieux dans le but de déceler les sujets brûlants pour nos partenaires du Sud. De cette manière, des actions communes, comme des manifestations contre l'accapement des terres, peuvent être coordonnées de manière plus ciblée. Les questions relatives à l'identité religieuse ou séculière sont une autre thématique sur laquelle s'est penchée la communauté de coopération. Dans un exercice d'introspection, les œuvres ont essayé de mieux comprendre ce que signifie la religion de nos jours, de voir comment chacune des organisations l'appréhende et de réfléchir à leur propre notion du développement.



De gauche à droite :

*En haut : Barbara Lutz (communauté de coopération), Claudia Paganini (gestion de la qualité des projets),
Christelle Paoly (secrétariat, matériel), Nicole Heri (assistante de direction), Andrea Kolb (responsable Questions de genre),
Pascal Helfer (ressources humaines et développement organisationnel), Nadia Ismail Wehbi (assistante de la secrétaire romande)
En bas : Bernard Dupasquier (responsable Partage des connaissances et systèmes de coopération).
Absent-e-s : Patrik Kummer (administration et base de données images), Olena Malorgio (comptabilité),
Micheline Monnier (service matériel), Michèle Morier-Genoud (questions de genre), Fadile Seferaj (comptabilité, service des dons)*

AVENIR DE LA PLANÈTE ET RESPONSABILITÉ DES ÉGLISES

22

Dans le monde, les structures de pouvoir changent à grande vitesse. La même chose vaut pour les crises et les défis auxquels la communauté internationale doit faire face. C'est du moins ce qui ressort de l'Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises (COE) qui s'est tenue en octobre 2013, à Busan, en Corée du Sud. Unis autour du message « God of life, lead us to justice and

QUEVEUT DIRE « VIVIR BUEN » ?

Un an après, le congrès de la plateforme de dialogue en Bolivie a donné naissance à une publication intitulée « Otros horizontes de vida. Diálogos sobre < desarrollo > y < vivir bien > » (Autres horizons de vie. Dialogues sur le développement et le < bien vivre >) qui comprend diverses contributions aux discussions quant à une nouvelle définition du concept de développement et plus particulièrement quant à la notion largement répandue en Amérique latine de « buen vivir ». Plus d'informations sont disponibles sur : www.dialogue4change.org/group/buen-vivir

peace » (Dieu de la vie, conduis-nous vers la justice et la paix), plus d'une centaine d'événements ont été consacrés au témoignage commun des Eglises et à leur responsabilité dans la « transformation mondiale ».

Les responsables de la plateforme « dialogue4change.org » de *Pain pour le prochain* et d'Action de Carême y ont pris une part active. Dans un atelier, ils ont lancé le débat autour de la question de la contribution des Eglises et des réseaux ecclésiaux à un monde durable et juste, ceci dans la perspective de 2015, année où les Objectifs du millénaire pour le développement doivent être remplacés par de nouveaux objectifs de développement durable valables pour tous les Etats. Les participants ont convenu que les Eglises et le mouvement œcuménique devraient participer plus activement à la mise en œuvre de cet ensemble d'objectifs essentiels, puisqu'ils sont particulièrement proches de leur base.

REPENSER LE DÉVELOPPEMENT

Ayant pris forme à la mi-2011 sous l'impulsion de *Pain pour le prochain* et d'Action de Carême, la plateforme « dialogue4change.org » a pour tâche principale de repenser la notion de développement dans un monde en profonde mutation et de donner un nouvel élan aux œuvres ainsi qu'à leurs partenaires dans leurs travaux. C'est dans ce but que la plateforme a organisé des congrès internationaux à Genève et à La Paz au cours des deux dernières années. A l'avenir, elle traitera tout particulièrement de la question de savoir ce qu'implique pour les acteurs du développement, tels que *Pain pour le prochain*, la nécessité d'une grande transformation tant sur le plan écologique qu'économique.



De gauche à droite :
Beat Dietschy (secrétaire général), Martina Schmidt (secrétaire romande),
Sibylle Spengler (responsable Marketing, communication, formation), Miges Baumann (responsable Politique de développement),
Christoph Ochsenbein (responsable Finances et administration)



De gauche à droite :

Elisabeth Bürgi Bonanomi (avocate et spécialiste en droit international, Université de Berne, CDE et WTI),
Beat Dietschy (secrétaire général, Pain pour le prochain), Jeanne Pestalozzi-Racine (présidente du Conseil de fondation),
Maja Ingold (conseillère nationale, Parti évangélique),

Monika Hirt Behler (présidente du Conseil de l'Eglise réformée du canton de Zoug)

Absentes : Angelika Hilbeck (privat-docent, EPF Zurich), Kristin Rossier Buri (vice-présidente du Conseil de la FEPS)

LE CONSEIL DE FONDATION

- s'est réuni pour quatre séances et deux retraites, ainsi que pour des discussions avec les Conseils de fondation ou avec les membres des directions de l'EPER, d'Action de Carême, de mission 21, de DM-échange et mission, et pour une séance avec le Conseil de la FEPS.
- a adopté le rapport et les comptes annuels à l'attention du Conseil de la FEPS et a approuvé le rapport relatif au système interne de contrôle (SIC).
- a entériné les nouveaux règlements et manuel de la « Commission pour les projets et les programmes missions » (CPPM) de sorte à rendre les activités d'assurance de la qualité des projets encore plus claires et efficaces.
- a discuté et adopté une nouvelle stratégie relative à la communication, à la formation et au marketing et a approuvé deux nouveaux postes relatifs à ces domaines.
- a participé aux discussions sur une nouvelle stratégie globale pour *Pain pour le prochain* ainsi qu'à sa mise au point avant de l'adopter.
- s'est attelé à la révision du règlement de travail.
- a entériné le fait que *Pain pour le prochain* devienne l'entité responsable de la nouvelle association Label STEP, permettant ainsi à ce label éprouvé certifiant les tapis issus du commerce équitable de continuer à exister.

BILAN

ACTIFS	2013	2012
Actifs circulants		
Liquidités	4 779 681	4 527 983
Créances	223 130	265 555
Réserve	1	1
Actifs de régularisation	177 258	215 426
Total Actifs circulants	5 180 070	5 008 965
Actifs immobilisés		
Immobilisations corporelles	85 792	35 046
Immobilisations financières	270 945	150 323
Total Actifs immobilisés	356 737	185 369
Total Actifs	<u>5 536 807</u>	<u>5 194 334</u>
PASSIFS	2013	2012
Fonds de tiers à court terme		
Engagements financiers	2 769 096	2 722 709
Passifs de régularisation	-	1 837
Total Engagements financiers à court terme	2 789 096	2 724 547
Fonds affectés	729 552	486 042
Capital de l'organisation		
Capital libre généré	84 207	84 207
Capital lié généré	1 853 953	1 799 539
Capital de la Fondation	100 000	100 000
Total Capital de l'organisation	2 038 159	1 983 745
Total Passifs	<u>5 536 807</u>	<u>5 194 334</u>

COMPTE D'EXPLOITATION

RECETTES	2013	2012
Dons non attribués	7 516 338	6 672 001
Dons attribués	4 319 339	5 149 491
Contribution de la DDC aux programmes	6 190 000	5 180 099
Legs	765 293	241 992
<i>Recettes des actions de collecte de fonds</i>	18 790 970	17 243 583
Indemnité de gestion des projets de la DDC	210 000	175 000
Recettes sur services et matériel	320 329	275 596
<i>Autres recettes</i>	530 329	450 596
<i>Total Recettes</i>	<u>19 321 299</u>	<u>17 694 179</u>
COÛTS DE LA FOURNITURE DES PRESTATIONS	2013	2012
A : Mandats		
Contributions aux programmes des organisations partenaires sur collecte	-5 540 510	-5 807 997
Contributions aux projets des organisations partenaires sur fonds	-426 000	-502 866
Contribution de la DDC aux programmes des organisations partenaires	-5 454 409	-5 009 783
Programme Communauté de coopération	-117 706	-90 199
Programme Sud de la politique de développement de <i>Pain pour le prochain</i>	-729 086	-682 854
Plateforme de dialogue (D4C)	-221 215	-245 060
<i>1. Total Contributions aux programmes et aux projets</i>	-12 488 926	-12 338 753
Frais de personnel	-243 778	-279 403
Autres frais	-52 151	-42 849
<i>2. Total Secrétariat des projets et gestion de la qualité</i>	-295 930	-322 251
Frais de personnel	-934 206	-847 541
Campagne œcuménique	-724 251	-665 302
Autres frais	-304 996	-293 992
<i>3. Total Information, formation</i>	-1 963 453	-1 806 834
Frais de personnel	-648 184	-593 595
Participations relevant de la politique de développement et affiliations	-623 266	-632 617
Autres frais	-169 511	-139 464
<i>4. Total Politique de développement</i>	-1 440 961	-1 365 677
<i>Total A : Mandats</i>	-16 189 269	-15 833 521

B. Administration et recherche de fonds

Frais de personnel	-1 152 106	-976 043
Autres frais	-255 561	-171 984
Amortissements	-58 175	-28 987
Sous-total Administration	-1 465 842	-1 177 013
Frais de personnel	-357 734	-287 604
Autres frais	-993 679	-596 605
Sous-total Recherche de fonds	-1 351 413	-884 209
Total B : Administration et recherche de fonds	-2 817 255	-2 061 222
Total Coûts de la fourniture des prestations	<u>-19 006 524</u>	<u>-17 894 743</u>
Résultat intermédiaire 1	314 775	-200 563
Produit financier	10 480	13 294
Charges financières	-27 331	-20 605
Résultat financier	-16 851	-7 311
Résultat intermédiaire 2	297 924	-207 875
Attribution aux fonds	-8 632 546	-7 005 766
Prélèvement sur les fonds	8 389 036	7 334 636
Résultat Fonds affectés	-243 510	328 870
Résultat annuel 1	<u>54 414</u>	<u>120 996</u>
Attribution au capital lié généré	-54 414	-120 996
Résultat annuel 2	<u>0</u>	<u>0</u>

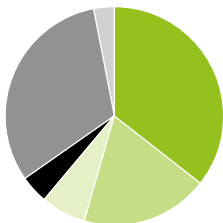
RAPPORT DE RÉVISION

Les réviseurs de la société PricewaterhouseCoopers SA ont contrôlé la comptabilité et les comptes annuels de *Pain pour le prochain* pour l'exercice comptable 2013 et en ont recommandé l'approbation. Le bilan et les comptes annuels peuvent être téléchargés dans leur intégralité à l'adresse www.ppp.ch.

CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES ET AUX PROJETS DES ŒUVRES
PARTENAIRES EN 2013

	Contributions aux programmes des œuvres partenaires sur collecte	Attributions sur les fonds affectés
	2013	2013
Contributions aux programmes des œuvres partenaires cercle 1		
EPER – Entraide Protestante Suisse	2 820 000	-
DM-échange et mission	360 000	-
mission 21	1 260 000	-
Total Contributions aux programmes des œuvres partenaires cercle 1	4 440 000	-
Contributions aux programmes des œuvres partenaires cercle 2		
Alliance Missionnaire Internationale	-	-
cfed – Christlicher Friedensdienst / L'ONG féministe pour la paix	224 400	-
Armée du Salut / Die Heilsarmee	240 000	-
Connexio – Eglise évangélique méthodiste suisse	178 800	-
Fédération internationale de la Croix-Bleue	25 800	-
Horyzon – la dimension internationale des Unions Chrétiennes Suisses	85 200	-
Mission Evangélique Braille	34 200	-
Service de Missions et d'Entraide	46 200	-
Tear Fund	35 400	-
Selam	-	-
Total Contributions aux programmes des œuvres partenaires cercle 2	870 000	-
Total Contributions aux programmes des œuvres partenaires cercles 1+2	5 310 000	-
Conseil œcuménique des Eglises (COE), divers projets	-	-
Diverses organisations proches du COE	-	-
Total Conseil œcuménique des Eglises et organisations proches	-	-
Total Contributions aux projets des œuvres partenaires sur fonds	-	-
Total Contributions aux programmes des œuvres partenaires	-	-
Attributions sur les fonds cercle 3		
Fonds œcuménique	385 000	7 000
Fonds de petits projets	5 000	-
Programme Sud de politique de développement de <i>Pain pour le prochain</i>	300 000	254 422
Total Attributions sur les fonds cercle 3	690 000	261 422

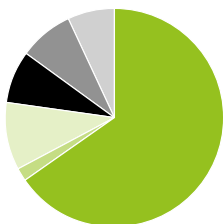
Contributions aux projets des organisations partenaires	Contributions aux projets des organisations partenaires sur fonds	Contribution de la DDC aux programmes des organisations partenaires	Total Contributions aux programmes des organisations partenaires et contribution de la DDC aux programmes	Total Attributions sur les fonds cercle 3	Total Contributions aux programmes des oeuvres partenaires et contribution de la DDC aux programmes
2013	2013	2013	2013	2013	2012
29 160	40 000	-	2 889 160	-	2 971 837
-	48 000	491 891	899 891	-	924 667
150 000	36 000	1 928 238	3 374 238	-	3 945 374
179 160	124 000	2 420 129	7 163 289	-	7 841 878
4 750	-	-	4 750	-	58 589
-	-	880 000	1 104 400	-	815 829
-	-	690 280	930 280	-	792 840
-	-	178 000	356 800	-	297 994
-	-	90 000	115 800	-	68 929
-	-	490 000	575 200	-	551 060
6 600	10 000	183 500	234 300	-	210 890
40 000	-	197 500	283 700	-	299 982
-	10 000	325 000	370 400	-	50 382
-	-	-	-	-	13 767
51 350	20 000	3 034 280	3 975 630	-	3 160 266
230 510	144 000	5 454 409	11 138 919	-	11 002 145
-	200 000	-	200 000	-	210 000
-	82 000	-	82 000	-	108 500
-	282 000	-	282 000	-	318 500
-	426 000	-	-	-	-
-	-	-	11 420 919	-	11 320 645
-	-	-	-	392 000	297 327
-	-	-	-	5 000	18 482
-	-	467 658	-	1 022 081	909 700
-	-	467 658	-	1 419 081	1 215 509



PROVENANCE DES FONDS

	en %	en CHF
Eglises	35%	6 880 543.-
Dons privés	19%	3 610 654.-
Institutions, administrations	7%	1 344 481.-
Legs	4%	765 293.-
Contribution de la DDC aux programmes	32%	6 190 000.-
Autres recettes	3%	530 328.-

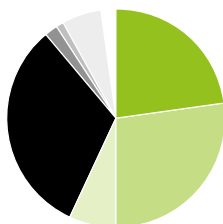
Total 100% 19 321 299.-



AFFECTATION DES FONDS

	en %	en CHF
Contributions aux programmes et aux projets	66%	12 488 926.-
Secrétariat des projets et gestion de la qualité	2%	295 930.-
Information, formation	10%	1 963 453.-
Politique de développement	7%	1 440 961.-
Administration	8%	1 465 842.-
Recherche de fonds	7%	1 351 413.-

Total 100% 19 006 524.-

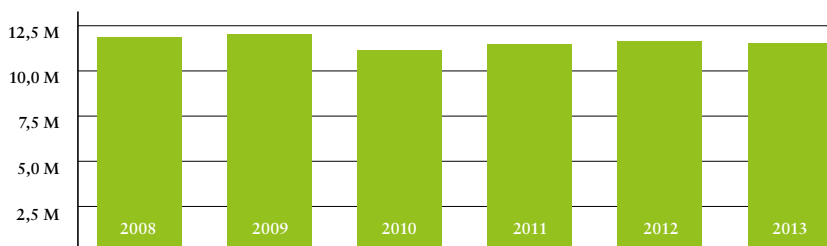


CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES ET AUX PROJETS

	en %	en CHF
EPER – Entraide Protestante Suisse	23%	2 889 160.-
mission 21	27%	3 374 238.-
DM - échange et mission	7%	899 891.-
Œuvres cercle 2	32%	3 975 630.-
Conseil œcuménique des Eglises	2%	282 000.-
Programme de la Communauté de coopération	1%	117 706.-
Programme Sud de politique de développement	6%	729 086.-
Plateforme de dialogue (D4C)	2%	221 214.-

Total 100% 12 488 926.-

COMPARAISON PLURIANNUELLE DES DONS



DES RECETTES ET DES DÉPENSES EN AUGMENTATION

En 2013, *Pain pour le prochain* a perçu CHF 11 800 000 de dons au total. Ajouté à la contribution de la Direction du développement et de la coopération (DDC) ainsi qu'aux autres recettes, ce chiffre se monte à CHF 19 321 299, ce qui, comparé à l'exercice précédent, constitue une hausse de CHF 1 627 120, notamment due aux augmentations de CHF 531 302 des legs, de CHF 293 558 des dons privés et de CHF 1 009 901 de la contribution de la DDC aux programmes.

Les sommes perçues de la part de fondations et d'administrations sont, quant à elles, restées quasiment inchangées. En revanche, les dons de paroisses et d'Eglises membres de la FEPS sont en léger recul puisqu'en 2013, elles ont diminué de CHF 295 478 par rapport à 2012.

AFFECTATION DES FONDIS

En 2013, les charges dont *Pain pour le prochain* a dû s'acquitter ont enregistré une progression pour plusieurs raisons. L'information et la formation ont induit des dépenses supplémentaires de

l'ordre de CHF 157 000 par rapport à l'année précédente en raison de l'investissement dans la campagne au Tessin et dans notre travail en ligne, mais aussi en raison des coûts engendrés par la production de matériels de campagne. L'augmentation de CHF 75 000 des dépenses liées à la politique de développement s'explique par le poste « High Tech – No Rights » créé conjointement avec Action de Carême. Les frais généraux, eux, ont augmenté de CHF 289 000 suite aux activités de gestion de la base de données, aux coûts liés au déménagement et à l'inventaire systématique de nos archives.

La recherche de fonds coûte CHF 467 000 de plus en raison de frais de marketing supplémentaires et de la création de postes résultant de notre nouvelle stratégie de collecte de fonds. Afin d'avoir une lisibilité à long terme de nos activités, les opérations de collecte de fonds, notamment le marketing direct, les contacts avec les paroisses, la prospection auprès de fondations et d'institutions ainsi que celle de donations importantes et de legs, ont été intensifiées.

Les dépenses consacrées à l'administration et à la collecte de fonds représentent ensemble 15 %, soit un taux qui reste en-dessous de la moyenne des organisations certifiées par la Zewo qui, elle, est de 18 %

NOUS MOBILISONS LES POPULATIONS DU NORD ET DU SUD

32

Pain pour le prochain est l'organisation de développement des Eglises protestantes en Suisse. Nous essayons de convaincre les gens du Nord d'adopter des modes de vie plus avisés, tout en militant contre l'exploitation et les injustices au Sud.

NOUS VOYONS ET NOUS AGISSONS

Pain pour le prochain fournit des informations et dispense des formations de politique de développement. Nous remettons en question les structures de pouvoir existantes et les habitudes de consommation. Nous promouvons aussi des solutions alternatives contribuant à rendre nos modes de vie plus durables et à faire régner une plus grande équité. Nous organisons chaque année une campagne œcuménique avec Action de Carême et Etre partenaires.

NOUS AVONS LEVENT EN POUPE

En politique de développement, *Pain pour le prochain* plaide en faveur du droit à l'alimentation et d'une économie éthique. Or, nous parvenons à influencer les instances décisionnelles des milieux politiques et économiques en

Suisse. De concert avec nos partenaires dans le Sud, nous mettons les inégalités en lumière et soutenons les populations locales afin qu'elles soient en mesure de défendre leurs droits et de faire valoir leurs propres intérêts.

NOUS RENFORÇONS LES POPULATIONS AU SUD

Pain pour le prochain soutient près de 340 projets et programmes de développement dans 50 pays différents. Nous apportons notre appui non seulement à nos propres partenaires au Sud, mais aussi aux programmes Sud de 11 organisations partenaires protestantes. En Asie, en Amérique latine et en Afrique, ces projets renforcent les populations de sorte qu'elles parviennent à prendre leur vie en main pour la mener dans la dignité.

NOUS APPROFONDISSONS NOS PARTENARIATS

Pain pour le prochain vérifie scrupuleusement la qualité des projets auxquels nous sommes associés. Ces derniers sont contrôlés et doivent satisfaire à des normes qualitatives très strictes. Avec nos organisations partenaires protestantes en Suisse, nous avons mis en place une communauté de coopération afin de pouvoir échanger nos expériences et, ensemble, avancer toujours plus loin.

Depuis 1961, année de sa fondation, *Pain pour le prochain* a participé au lancement de: Alliance Sud, Tourisme et Développement, Festival International de Film de Fribourg, artlink, claro, Clean Clothes Campaign, education 21, Fair Wear Foundation, Films pour un seul monde, label STEP, Swiss Fair Trade, Max Havelaar, Droit sans frontières et TerrEspoir.

 PAIN POUR LE PROCHAIN

Secrétariat romand
Pain pour le prochain
9, avenue du Grammont
1007 Lausanne

Tél. 021 614 77 17
Fax 021 617 51 75
ppp@bfa-ppp.ch
www.ppp.ch

 BROT FÜR ALLE

Zentralsekretariat
Brot für alle
Bürenstrasse 12
Postfach 1015
3000 Bern 23

Tel. 031 380 65 65
Fax 031 380 65 64
bfa@bfa-ppp.ch
www.brotfueralle.ch

